

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p.2: International : BRICS ; Chili / p.3 à 6 : Place au débat : Macron au cœur du fiasco du libéralisme / p. 6 : Avez-vous remarqué ? : Entreprise SEGAULT, attention danger – Les bras m'en tombent : Quand le principe de précaution tourne à la farce / La SNCF n'existe plus / p. 7 : Actualité sociale : Appel pour Lure & MANIFESTATION SERVICES PUBLICS LE 13 MAI / p.8 : Coup de gueule : Des morts qui n'auraient pas dû avoir lieu**

### EDITO

Le Conseil constitutionnel vient de déclencher une fureur populaire dont personne ne sait aujourd'hui comment elle va s'exprimer ni quelle ampleur elle va prendre.

Il vient de valider cette loi inique en faisant fi du déni de démocratie dont elle a fait l'objet. Il est incompréhensible que la loi n'ait pas été jugée inconstitutionnelle ; de nombreux et réputés professeurs constitutionnalistes avaient relevé les différents arguments qui n'auraient pu manquer de sauter aux yeux des prétendus « sages » : depuis la manière dont se sont déroulés les débats, sans vrais « débats » justement, jusqu'au fait que cette loi ne pouvait être discutée de cette façon sous la forme d'une loi ordinaire. La procédure a été dévoyée, à l'image de l'abus du 49-3 à l'Assemblée et l'usage du 47-1 au Sénat alors qu'aucune « urgence » ne le justifiait.

Le Conseil constitutionnel vient de se conduire en « Conseil du roi ». Il ne s'est pas contenté d'interpréter le droit, comme tel est son rôle, il a pris une décision *politique*. Il a validé toutes les procédures anti-démocratiques -et présidentielistes de la 5<sup>ème</sup> République- bafouant la représentation parlementaire. Il a fait fi de la souveraineté populaire qui s'exprime dans la rue depuis plusieurs mois avec beaucoup de calme et de dignité malgré le mépris et la violence qu'on lui oppose.

Notons que ce que le Conseil constitutionnel a censuré, ce sont les mesurette destinées à atténuer les conséquences sociales de la loi... et à « acheter » les pauvres consciences des députés

LR, qui vont désormais se retrouver seuls face à leurs électeurs auxquels ils devront expliquer à quelles manœuvres ils ont participé. Loin de contrôler l'Exécutif, comme c'est de leur compétence, les membres du Conseil se sont conduits en fidèles exécutants d'une politique libérale de casse sociale. Pour le Peuple de France, ces faux sages ont rejoint le camp de leurs ennemis.

Le Conseil constitutionnel a également refusé de valider la 1<sup>ère</sup> mouture d'un référendum d'initiative populaire (une 2<sup>ème</sup> est déposée), qui aurait permis

au peuple de s'exprimer dans le cadre d'un débat organisé, calme, clair, argumenté.

Ces décisions abiment encore un peu plus notre République, ses institutions et la démocratie. Elles élargissent le fossé creusé entre les Français et leur représentation institutionnelle. Ceci est d'une extrême gravité. La confiance que les Français avaient dans leur République et

ses institutions -même lorsqu'ils en souhaitaient d'autres- est en train de se déliter. On savait que Macron et son gouvernement, en valets de la Finance, voulaient détruire le modèle social français issu de la Libération. On voit aujourd'hui que c'est à la République et à la démocratie qu'ils s'en prennent avec la complicité active des 9 supposés « sages ».

Macron vient, pendant la nuit, de faire publier au Journal officiel, cette loi dont les Français dans leur écrasante majorité ne veulent pas. C'est d'une arrogance et d'un mépris insupportables. Et Borne et Vèran qui parlent d'apaisement... Sur quelle planète ces gens vivent-ils ?



Face à ces décisions iniques, face à ce mépris et à cette arrogance présidentielle et gouvernementale, la colère monte. Ne s'en aperçoivent-ils pas... ou s'en moquent-ils ?

Que vont être les jours et semaines à venir. Résistance sociale renouvelle sa confiance à l'Intersyndicale qui a su préserver son unité et organiser les actions, manifestations, occupations, grèves, coupures, opérations escargot... dans le calme et la dignité qui sont l'apanage des travailleurs.

Résistance sociale souhaite qu'elle ait le courage de continuer ainsi. Mais si la violence devait s'exprimer, (hormis la violence aux personnes et aux biens publics), on saurait qui sont les coupables : ceux qui détruisent sciemment notre pays et son peuple, ceux qui les considèrent comme des imbéciles, ceux qui prétendent leur donner des leçons, ceux qui veulent leur imposer un style de vie étranger à toute leur Histoire, ceux qui n'ont pour maître que le fric, ceux qui lui refusent l'exercice de la souveraineté nationale.

Aujourd'hui l'avenir est dans l'action, dans la mobilisation, dans la rue.

Craignons ceux qui, comme le RN, donnent tout de suite rendez-vous en 2027. Craignons que si la colère populaire ne trouve pas un débouché positif, elle ne submerge la raison et ne mette au pouvoir l'extrême-droite qui conduira la même politique de destruction du tissu social comme le démontrent tous leurs votes au Parlement européen et comme commencent à le prouver leurs votes à l'Assemblée nationale. C'est à nous de le rappeler : ce sont les frères, pas si ennemis que ça, de ceux qui nous gouvernent actuellement. C'est d'ailleurs pour cela que Macron et ses sbires ne craignent pas la venue du RN au pouvoir : ils serviront les mêmes maîtres.

Aujourd'hui -et sans attendre 100 jours !- le combat continue. En soutien de l'Intersyndicale unie, appuyons tous les appels à mobilisations, faisons connaître toutes les actions des organisations syndicales sans perdre l'espoir en un référendum qui permettrait au peuple de s'organiser et de s'exprimer.

Le 1<sup>er</sup> mai sera d'ampleur cette année.

**Marinette BACHE**

## INTERNATIONAL

### **BRESIL-RUSSIE-INDE-CHINE-AFRIQUE du Sud (BRICS)**

L'ancienne présidente du Brésil, Dilma Rousseff, qui avait été destituée par un coup d'Etat avant que la démocratie ne permette à Lula d'être réélu, assume depuis ce jeudi 13 avril la présidence de la nouvelle banque de développement des BRICS. Son mandat durera jusqu'en juillet 2025.

La Banque des BRICS est originellement formée par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Le Bangladesh, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Uruguay ont ensuite rejoint le groupe. Pour la première fois, les BRICS sont devenus plus puissants économiquement que le G7, groupement des 7 pays les plus industrialisés du monde. Les courbes se sont croisées selon des données fournies par Acorn Macro Consulting, un institut de recherche britannique. Le journaliste britannique Georges Mack note d'ailleurs : « *Ce n'est plus le monde développé et le monde en développement. Il s'agit d'un monde en ascension et d'un monde en descente* ». Le bloc des BRICS contribue à 31,5 % du PIB mondial contre 30,7 % pour le G7

### **CHILI – AMERIQUE LATINE**

Le gouvernement de gauche vient de faire adopter par 127 voix contre 14 (l'extrême-droite) la semaine de 40 heures, au lieu de 45. C'est un événement sur un continent, l'Amérique latine, où l'on travaille plutôt 48h. Dans ce pays de 19 millions d'habitants, longtemps marqué par le libéralisme venu des Chicago Boys, cette loi est lourde de symbole. C'était un projet porté par le parti communiste. Et c'était l'une des promesses de campagne de l'actuel président Gabriel Boric. C'est un message aux autres pays latino-américains où la moyenne approche les 50h. Le Chili est le 3<sup>ème</sup> pays latino-américain à adopter les 40h après l'Équateur et le Venezuela. Dans la plupart des pays d'Amérique latine, la règle c'est 48h par semaine, comme en Argentine, au Mexique, au Pérou, en Colombie. Le Brésil et le Honduras sont passés aux 44 heures.

La réforme va entrer en vigueur progressivement. Elle doit d'abord être ratifiée le 1<sup>er</sup> mai par le président Boric. Symbole évident, c'est la fête du travail. La mise en application va s'échelonner sur cinq ans : d'ici un an, 44h. Puis d'ici trois ans, 42h et dans cinq ans, 40h. Les entreprises pourront organiser le travail comme elles l'entendent, par exemple passer à la semaine de quatre jours. Il y aura aussi des dérogations dans certains secteurs comme les transports ou les mines. Le temps de travail autorisé y sera de 52h mais avec une obligation de récupération en jours. Et bien sûr, le tout devra se faire sans diminution de salaire.

# PLACE AU DEBAT

## MACRON AU CŒUR DU FIASCO DU LIBERALISME

Par Jean Claude Chailley

Après bien d'autres, depuis 2007 les crises et guerres se succèdent dans le monde entier. Elles coutent « un pognon de dingue ». C'est le moment que choisit l'Union européenne pour réactiver le Pacte de stabilité européen, ses « critères de Maastricht ». En clair il faut rembourser leurs crises.

**Les citoyens ne le savent pas. Mais Macron sait qu'il engage des dépenses inouïes et « en même temps » il veut revenir sous 3 % de déficit / PIB d'ici 2027, réduire la dette de la France.**

Dans le cadre de l'Union européenne, comme de la politique de Macron, ça exige d'enchaîner des « réformes » et coupes budgétaires majeures : **baisse des salaires, coupes historiques sur la protection sociale, sur les services publics,...**

**C'est la raison fondamentale de l'obstination de Macron : la réforme des retraites c'est avant tout la garantie donnée à l'UE, au FMI, à l'OCDE, au MEDEF, aux marchés, qu'il est capable d'affronter la majorité de la population, 92 % des actifs, l'ensemble des syndicats, de la gauche, pour imposer une politique d'austérité généralisée.**

**→ ET IL NE SE PRIVE PAS d'ANNONCER d'AUTRES REFORMES !**

### COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LA ?

► **MARS 1983 – MARS 2023 : la « PARENTHÈSE DE LA RIGUEUR » a 40 ANS.**

En 1983, après hésitation, Mitterrand a enclenché la « rigueur » pour lutter contre les déficits et la dette (25 % du PIB en 1982), s'orienter sur l'Europe libérale incompatible avec le Programme commun : l'Acte unique européen 1986.

► **40 ans de « parenthèse de la rigueur » plus tard, il faut toujours lutter contre les déficits (150 Md, 4,7 % du PIB en 2022), la dette (111 % du PIB, près de 3000 Md).**

**Dans ces 40 ans la France a beaucoup reculé, économiquement, diplomatiquement.**

**Accélération avec l'euro-béat Macron.** Contrairement au chancelier allemand, pour sa visite officielle en Chine il emmène la Présidente de la Commission européenne, l'atlantiste Ursula Von de Leyen. Or **avec les Etats Unis, l'UE qualifie la Chine de « rival stratégique ».** **Résultat du voyage :** économiquement quasi nul. Diplomatiquement : pour avoir parlé en pleine contradiction d'une certaine autonomie de l'Europe entre les Etats unis et la Chine il a déclenché un tollé. **Jupiter s'est de fait excusé.**

**L'euro-béat Macron n'a toujours pas compris le caractère atlantiste de l'Europe**

Exemple : la très droitière Pologne reçoit des dizaines de milliards de l'UE. Avec, elle achète des avions de chasse américains, en partie payés par la contribution française

► **Après 40 ans de « rigueur », en échec total, les Macron, LR, RN,... veulent aggraver une politique dont ils savent qu'elle va dans le mur, mais au profit d'une petite minorité de milliardaires.**

► **Depuis 2007 crises et guerre ont des effets durables, qui menacent de précipiter d'autres crises et guerres**

➤ En 2007 la dette (brute) de la France était de **64,2 % du PIB.**

➤ En 2012 elle est de **90,2 %.** On a renfloué les banques et leurs dégâts avec de l'argent public.

➤ 2019 (avant le Covid) : la dette atteint **100 % ;**

- Fin 2022, avec le Covid et la guerre en Ukraine, elle monte à **111 % du PIB.**, pratiquement 3000 milliards de dette.

## Le libéralisme adepte du « quoiqu'il (nous) en coûte »

Les libéraux ne cessent de dénoncer les dépenses toujours excessives des Etats. Pure hypocrisie : ils demandent toujours plus d'« aides », de lois favorables, des sauvetages,...

### Les banques centrales déversent d'énormes quantités d'argent.

Pour surmonter la crise des subprimes la BCE a racheté les dettes des Etats et des entreprises, violant l'esprit du traité de Lisbonne.

Le bilan de la BCE est passé d'un peu plus de 1000 Md € en 2006 à 7000 Md € en 2020 ; même évolution de la FED aux Etats Unis.

**Le but était de relancer l'économie.** De façon contradictoire Sarkozy, Hollande, Macron, ont mené des politiques freinant le pouvoir d'achat, favorisant les délocalisations, détruisant les services publics et la Sécurité sociale.

- **Résultat : peu d'effet sur l'économie réelle. Par contre ils ont généré des bulles** : bulle immobilière, montée en flèche des actions du CAC 40, des dividendes,...

**En France cette politique s'est superposée avec des aides massives, permanentes, aux entreprises : 200 milliards par an en France, chiffre prouvé, soit 8 % du PIB chaque année.**

**Au niveau de 200 Md, 8 % du PIB, ces aides sont largement contre productives :**

**En créant 200 Md de dette, 8% du PIB, chaque année, ils empêchent d'investir** en éducation, en recherche, en infrastructures, en transition écologique, pour avoir une population en bonne santé,...

**La création permanente de déficits conduit à emprunter des sommes astronomiques: 270 Md cette année,** ce qui met sous la pression des marchés financiers. Et avec la hausse des taux d'intérêt ça va empirer.

Les résultats sont sans appel : **Désindustrialisation catastrophique de la France, gouffre du commerce extérieur (164 Md en 2022). Faible croissance, la France est dans la moyenne de la zone euro en PIB / habitant. Le PIB par habitant de l'Allemagne est maintenant de 20 % supérieur à celui de la France.**

**Covid : le quoiqu'il en coûte a généré d'énormes effets d'aubaine pour nombre d'entreprises, mais pas pour** salarié-e-s qui ont vu une réduction de leur pouvoir d'achat.

En outre **la dette Covid a largement été transférée à la Sécurité sociale, avec remboursement jusqu'en 2033. Résultat la réforme des retraites, des coupes historiques sur le budget santé, sur l'hôpital public qui va à l'effondrement.**

**Quant à L'UE elle a lancé un plan de relance de 750 Md (Next generation EU)**

**Ces 750 Md** sont empruntés sur les marchés en partie pour la transition écologique. Comme souvent lorsqu'il s'agit d'Europe, **la France joue les riches. Elle remboursera à peu près le double de ce qu'elle touche...**et se fera critiquer pour ses déficits.

### La transition écologique

**Les jets privés se portent bien, les pauvres, les couches moyennes, paieront**

En France la transition écologique devrait avoir un budget de 100 Md par an, avec des conséquences inflationnistes au moins un bon moment.

Dans la pratique on fait la chasse à ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter des SUV dernière génération, à rénover leurs « passoires thermiques ». Ceux qui ont SUV démesurés et jets privés n'ont pas de problème. Ainsi va la transition écologique

### L'INFLATION

La quasi-totalité des « experts », les banques centrales, affirmaient que la remontée de l'inflation n'était pas possible. Et pourtant l'inflation a commencé avant le Covid.

Puis Poutine a envahi l'Ukraine. La guerre, les dépenses militaires, les « sanctions », accélèrent l'inflation, avec leurs lourdes conséquences sociales.

### La guerre en Ukraine : des morts, des profits, l'inflation

C'est maintenant une guerre de l'OTAN contre la Russie. S'il faut penser d'abord aux morts ukrainiens et russes qui augmentent de façon dramatique, les conséquences s'étendent au monde entier.

Les sanctions pénalisent considérablement l'Europe. L'inflation générée réduit la productivité de l'industrie européenne, mais pas des Etats Unis. **Ça vaut bien sûr pour la France victime en outre d'un marché européen de l'énergie aberrant.**

**Les multinationales de l'énergie, de l'armement, de toutes origines, mais les plus puissantes sont aux Etats Unis, font des profits stratosphériques.**

**Quant aux populations du monde entier, l'inflation qui en résulte, la pénurie de certains produits, réduit partout leur pouvoir d'achat, développant la pauvreté, semant la famine dans nombre de pays.**

### **USA First : protectionnisme, offensive contre l'Europe et la Chine**

USA first ce n'est pas que le slogan de Trump, c'est encore plus celui de Biden.

En 2016 le Vice-président Biden s'opposait violemment à l'Allemagne sur l'installation du pipe-line Nord Stream 2 car il voulait exporter en Europe le gaz de schiste américain au prix fort.

Avec son IRA, (Inflation Reduction Act), protectionniste, Biden entend affaiblir l'industrie chinoise et européenne, entrainer des délocalisations vers les Etats Unis, par le jeu combiné d'aides massives et d'un cout de l'énergie infiniment moins cher sur le marché intérieur américain.

Biden aligne l'OTAN et au-delà dans son conflit avec la Chine. Depuis longtemps les Etats Unis demandent que tous les pays de l'OTAN participent avec des budgets de 2% minimum du PIB. Macron s'exécute : augmentation de 40 % du budget de la loi de programmation militaire

**Toutes ces mesures sont inflationnistes**

### **La lutte des banques centrales contre l'inflation : créer du chômage**

Le Président de la FED a été franc : **en élevant les taux d'intérêt on freine l'activité, ce qui génère du chômage et finit par faire baisser les prix.** Mme Lagarde ne le dit pas mais elle fait pareil.

**Cette politique, outre son caractère antisocial, a des risques** : Déjà des banques ont fait faillite aux Etats Unis et ont dû être renflouées par de l'argent public.

**En augmentant les taux d'intérêt, on risque de rendre les montagnes de dettes insoutenables, et générer une nouvelle crise mondiale.**

### **La lutte de Macron contre l'inflation : baisser les salaires**

Les « experts » (ceux qui font leur notoriété en se plantant) sont catégoriques : **« il faut éviter la boucle – prix salaires ».**

Ce n'est en tout cas pas les hausses de salaires, ni en France, ni ailleurs, qui ont créé l'inflation. **Macron refuse l'indexation des salaires sur les prix, ce qui entraîne une baisse généralisée** des salaires par rapport à l'inflation, sauf le SMIC. Au lieu d'une prétendue « boucle prix – salaires » (« théorie » plus que discutable) **on a une boucle prix – dividendes.**

**Avec le semestre européen Macron veut revenir sous 3 % de déficit, réduire la dette.**

Or il s'engage à augmenter le budget de l'armée de 30 Md / an d'ici 2030 par rapport à 2017. Les intérêts de la dette vont continuer d'augmenter considérablement (1 point d'augmentation des taux d'intérêt = 39 Md à 10 ans, cf Banque de France)

**La variable d'équilibre c'est plus de coupes sur les « dépenses publiques », Sécurité sociale, chômage, services publics, l'aggravation de la politique menée depuis 40 ans**

#### **Semestre européen : exemple la santé, l'hôpital public, dans le collimateur**

Le ministère de la santé, qui demande un budget 2024 bien inférieur aux besoins (même pas l'inflation), craint de ne pas l'avoir comme cette année (Les Echos).

**Macron organise délibérément l'effondrement du système de santé, de protection sociale, français.**

**Pourtant il y a une alternative : revenir sur les 200 Md d'aides aux entreprises, notamment les exonérations et exemptions de cotisations sociales « patronales » qui à ce niveau de 8 points de PIB plombent tout.**

## MACRON, LE LIBERAL DESTRUCTEUR

**Macron, chantre du libéralisme, a l'intention d'enchaîner les réformes, les coupes budgétaires, au détriment de la population. Aristocratique, méprisant le peuple, il a l'intention de renvoyer les classes moyennes, les classes moyennes supérieures, les « rien », à la pauvreté.**

**Danger : Macron veut discuter avec les « partenaires sociaux » de nouvelles réformes.**

→ Depuis 10 ans qu'il est à des postes très importants, quelqu'un a-t-il déjà vu Macron soutenir une réforme favorable aux travailleurs, aux jeunes ?

→ La réforme des retraites lui a appris qu'il vaut mieux diviser les syndicats qu'il ignorait et méprisait jusque-là.

**IL EST PLUS QUE TEMPS DE CHANGER FONDAMENTALEMENT DE POLITIQUE !**

## AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

### Entreprise SEGAULT, attention danger

Vous ne le savez peut-être pas mais l'entreprise Ségault, fournisseur de l'industrie nucléaire française pourrait passer sous pavillon américain si le rachat de sa maison-mère canadienne, Velan, devenait effectif. Ce sont des secrets technologiques dans un domaine sensible pour la défense nationale qui pourraient être transmis à un état étranger.

L'ancien ministre Arnaud Montebourg a proposé de se porter acquéreur de l'entreprise en rappelant qu'il avait émis un décret permettant à l'Etat d'intervenir dès lors que les intérêts nationaux étaient menacés. La balle est dans le camp du gouvernement et dans celui de Bruno Lemaire en particulier. Mais celui-ci osera-t-il intervenir ? On se souvient encore de la vente d'Alstom aux USA avec l'aval de l'actuel Président de la République.

## LES BRAS M'EN TOMBENT

### Quand le principe de précaution tourne à la farce

Il y a quelques mois l'agence nationale pour la sécurité sanitaire (l'ANSES) a décidé d'interdire à compter du 25 avril 2023 l'usage de la phosphine à l'exportation.

Problème : cet insecticide est exigé par de nombreux pays notamment hors d'Europe pour éviter la propagation de maladies.

Si la décision de l'ANSES était appliquée, la France se trouverait de facto dans l'interdiction d'exporter ses céréales au profit d'autres pays.

Nul doute que l'ANSES a des arguments mais la France n'est pas une île autosuffisante.

Elle se doit de vivre avec le monde tel qu'il est, non dans un univers ouaté et surprotégé.

### La SNCF n'existe plus

*par Denis Collin*

En fait, la SNCF n'existe plus. On réserve un billet auprès d'une société qui vend des billets (SNCF-Voyages) mais on peut passer par Trainline, qui propose le même service. Ensuite cette société s'adresse à la Société TER Bourgogne (Mobigo) en voie de privatisation et quand on veut faire des réclamations on passe par salesforce.com, une société qui vend de la relation client. C'est la "simplification", que dis-je "le choc de simplification" et "l'efficacité" (resic) de la gestion capitaliste privée. Des pléiades d'emplois parasites générés.

PS : OUIGO, Intercités, etc... sont d'autres sociétés qui font rouler les trains. Nous sommes dans le scénario du film de Ken Loach \*navigators\* et nous allons, là aussi, au chaos.

# ACTUALITÉ SOCIALE



**Un nouvel élan pour les services publics**

**LURE, 12>14 mai 2023** Village des services publics  
Ateliers Débats | Concerts | Restauration

## MANIF' NATIONALE

**Samedi 13 mai 2023, départ : 14 h 30**

Contact : lure2023@gmail.com

### EXTRAITS DE L'APPEL : « UN NOUVEL ÉLAN POUR NOS SERVICES PUBLICS »

Nous, collectifs, coordinations, organisations syndicales, associatives et politiques, décidons de converger pour reconquérir nos services publics afin de faire de la lutte pour leur défense, leur développement et leur démocratisation un combat central pour les décennies à venir. (...)

[Car il nous appartient de faire] le choix d'une société solidaire, fraternelle, où l'égalité des droits et la devise de notre République ne sont pas que de vains mots, où notre mode de production et de consommation ne se fasse pas au détriment de l'humanité et de notre Planète.

Nous combattons le démantèlement, l'appauvrissement, la privatisation, la mise en concurrence, l'externalisation des missions de nos services publics et de la Sécurité Sociale. Car ce sont eux qui permettent à notre société de rester debout à chaque crise mais aussi au quotidien. Ce sont eux qui sont vecteurs d'égalité et d'émancipation pour toutes et tous. S'ils le restent malgré les attaques subies c'est grâce au dévouement de leurs personnels et à l'attachement de la population.

(...)  
Nous appelons les usagers, les personnels et les élus à se mobiliser, à faire œuvre commune en exigeant ensemble des politiques publiques qui répondent aux enjeux de ce siècle et :

- permettent de lutter contre le chômage et le réchauffement climatique par un aménagement harmonieux du territoire privilégiant la proximité ;
- assurent l'égalité et l'accès aux droits (...)
- tournent le dos à l'austérité (...) en permettant l'accès de toutes et tous aux droits fondamentaux : santé, logement, nourriture et eau saines, énergie, transports, éducation, culture...
- partent des besoins de la population et donnent les moyens aux services publics d'y répondre correctement
- considèrent nos services publics, notre sécurité sociale et leurs personnels pour ce qu'ils sont : une richesse et non un coût. Le financement doit être à la hauteur en s'appuyant sur une meilleure répartition et utilisation des richesses.
- cessent la gabegie financière de la concurrence internationale prétendument libre et non faussée, des privatisations et des externalisations et sortent nos services publics et la sécurité sociale de la sphère marchande ;
- permettent aux usagers, aux personnels et aux élus de contrôler et de faire entendre leurs besoins et leurs revendications au sein même de nos services publics et de nos institutions.

(...)  
Ensemble, nous avons la volonté inébranlable de converger pour mettre en place les conditions de retrouver le chemin du progrès social et démocratique.

Nous appelons les usagers, personnels et les élus ainsi que l'ensemble des organisations du mouvement social et écologique à converger dans une campagne rythmée par de multiples actions et mobilisations avec un point d'orgues d'ores et déjà programmé lors d'un grand rassemblement pour les services publics les 12, 13 et 14 mai 2023 à Lure en Haute-Saône.

**Extrait des signataires à ce jour :** CGT, CGT-FNME ; CGT Fonction Publique ; CGT SNACCRF & SCL ; FSU ; Conf. Paysanne ; MNL ; Solidaires ; Solidaires Fonction Publique ; SUD PTT ; SUD Rail ; SUD Santé Sociaux ; Syndicat de la Magistrature ; USP ; Union Syndicale des Médecins des Centres de Santé (...) Alternative et Autogestion ; Alternative mutualiste ; Association Autogestion ; AMUF ; Association pour une Constituante ; ATTAC ; Cerises ; Changer de Cap ; CNL ; CNAFAL ; Convergence Nationale des services publics ; Convergence Nationale Rail ; Coordination nationale des collectifs de défense des hôpitaux et maternité de proximité ; Droit à l'énergie-Sos Futur ; Eau-Bien Commun ; FGRFP ; Fondation COPERNIC ; Indecosa-CGT ; LDH ; MRAP ; MNLE ; Nos Services publics ; NSED ; Rail Sans Frontières ; Rassemblement du Peuple souverain pour une France Indépendante et une République sociale ; Réseau Éducation Populaire ; Résistance sociale ; STOP Précarité ; UFAL ; UNRPA ; Comité de Vigilance pour le maintien des SP de Proximité en Haute Saône-CV70 ; (...) EELV, GDS, Gauche écosocialiste, GRS, GénérationS, LFI, L'Engagement, LRDG, MRC, NPA, Nouvelle Donne, NGS, PCF, PS, PEPS, R&S. (...)

# COUP DE GUEULE

## Des morts qui n'auraient pas dû avoir lieu

*Par Marie Berthommier*

Souvenez-vous, Macron, pendant le confinement, avait lancé le « Quoi qu'il en coûte ». C'était le temps où on nous faisait applaudir les soignants et tous les « petits essentiels ». Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Selon le syndicat SAMU - Urgences de France, "la situation dans nos structures d'urgences s'est très nettement dégradée cette dernière année" et "les conditions d'exercice sont à l'origine d'une maltraitance inégalée tant du côté du patient que de celui des personnels, aboutissant même à une réelle dangerosité. Il est identifié que "l'insuffisance de fluidité d'aval des urgences" est la principale explication et la première cause de pénibilité pour les professionnels des urgences".

En fait, c'est depuis longtemps, que les organisations syndicales de soignants alertent sur les risques énormes que cette forme de gestion de notre système hospitalier avec la suppression de postes de personnels infirmiers et médicaux urgentistes, quand ce n'est pas la suppression (la réorganisation territoriale dit-on, ben voyons !) de nombreux services d'urgence faisait courir aux patients. Clairement, les professionnels hospitaliers avaient alerté du risque de décès résultant de la dégradation des conditions de travail à l'hôpital public.

Avec cette enquête de SAMU – Urgences de France, c'est prouvé. Il y a eu des décès dus à cette inconséquence, à cette maltraitance organisée.

Entre le 1<sup>er</sup> décembre 2022 et le 31 janvier 2023, on recense déjà 43 décès qualifiés « d'inattendus » ; c'est le terme employé pour qualifier des patients ne présentant "aucun signe de gravité" ou "à évolution potentiellement rapide" et qui sont cependant décédés lors de leur prise en charge préhospitalière ou au sein d'un service d'urgence, avait expliqué le président de SAMU – Urgences de France, le Dr Marc Noizet, début janvier. Ces 43 patients sont morts à l'hôpital en raison de la dégradation des moyens et du manque de moyens de l'hôpital public. Cela veut tout simplement dire que ces personnes ne seraient pas décédées, qu'elles étaient soignables et que leur mort est due au fonctionnement incorrect de l'hôpital.

L'enquête est claire : nous avons affaire, en décembre 2022 - janvier 2023, à une surmortalité inégalée depuis avril 2020, au plus fort de la première vague épidémique de Covid-19.

Quand les syndicats de soignants ou de médicaux attirent l'attention sur les manques de personnels comme sur les fermetures comptables de services ou d'hôpitaux, ce n'est pas seulement leur travail qu'ils défendent, ce sont nos vies.

Et cela dans la plus grande indifférence de nos dirigeants.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... Portable : .....  
E-mail : .....  
 J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)